Le Conseil,

Vu le rapport du 4 février 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées constitue l'une des dispositions instituées par la loi Besson (n° 90-449) du 31 mai 1990. Ce plan, dont la responsabilité incombe conjointement à l'Etat et au Conseil général, doit définir des objectifs et des moyens en matière de logement des plus défavorisés.

Un premier plan provisoire fut signé le 17 avril 1991. Il permit la mise en place du fonds de solidarité logement (FSL) et détermina deux axes à développer : l'analyse des besoins et le développement d'une offre nouvelle de logements. L'Etat et le Conseil général ont souhaité en 1992 associer la Communauté urbaine à l'élaboration du deuxième plan départemental. Il fut signé en 1993, pour une période de trois ans (1993-1995). Ce plan a permis une large mobilisation des partenaires concernés par le logement des populations défavorisées. Pendant sa durée, des outils nouveaux ont été mis en place, d'autres ont été consolidés pour améliorer les réponses aux besoins des plus démunis. Il s'agit principalement :

- des observatoires locaux, de l'observatoire départemental de la demande de logement social ainsi que de l'observatoire de la demande non localisée. Ces dispositifs permettent aujourd'hui de mieux cerner la demande en logement des publics concernés par la loi Besson et de mobiliser les acteurs susceptibles d'apporter des réponses,
- de la création du service interadministratif du logement qui, en 1996, a géré 5 800 demandes de logements et plus de 1 600 relogements sur le contingent de logements réservés au préfet,
- de la création, entre 1993 et 1996, d'environ 2 000 logements très sociaux dans le parc public (1 800) et dans le parc privé (200) ainsi que de la création, depuis 1993, d'environ 200 logements d'urgence,
- du FSL qui a permis, entre 1993 et 1996, d'apporter une aide financière à 5700 ménages en situation d'impayé de loyer et d'accorder une garantie à 5061 ménages et une aide financière à l'installation à 4 220 ménages pour permettre l'accès au logement. En outre, en 1996, 4 391 ménages ont fait l'objet d'un accompagnement social lié au logement. Le budget correspondant à ces aides s'est élevé à 85 MF de 1993 à 1996.

L'évaluation du plan départemental, effectuée à la fin de l'année 1996 et au début de l'année 1997, a souligné le bon niveau de réussite des actions du plan, que ce soit sur le plan quantitatif (cf. ci-dessus) ou sur le plan qualitatif. Ainsi, depuis 1991, les différents partenaires agissent de façon bien plus coordonnée, donc bien plus efficace qu'auparavant.

Toutefois, quelques difficultés restent à régler, telles qu'une imprécision dans la définition des objectifs de certaines actions, une déficience de cohérence et d'articulation entre certains dispositifs ainsi qu'un manque de lisibilité auprès des différents partenaires non impliqués directement dans le plan.

En outre, ces nouveaux dispositifs doivent faire face à un accroissement de la précarité qui se développe plus rapidement que leur capacité à y répondre.

Aussi, dans un contexte budgétaire moins favorable, le plan qui est proposé aujourd'hui a-t-il été conçu avec le souci de mieux définir la priorité des actions, d'améliorer l'efficacité des dispositifs existants et de mieux les faire connaître.

Dans la continuité des actions menées jusqu'ici, ce nouveau plan s'articule autour de cinq axes :

- la connaissance des demandes et des besoins des ménages défavorisés,
- l'accueil, le suivi et l'aide aux ménages en difficulté,

- le développement, le maintien et la mobilisation d'une offre de logements adaptés,
- le traitement du saturnisme et de l'insalubrité,
- l'animation et le suivi du plan, notamment par des actions de communication et d'information.

Parmi les principales orientations du nouveau plan, sont à signaler principalement :

- la volonté de favoriser l'accès au parc locatif privé des ménages défavorisés, notamment par la mise en place d'une agence locative à vocation sociale, la poursuite du PST et de l'action de captation de logements dans le parc privé,
- la préoccupation de renforcer la coordination entre les dispositifs qui sont devenus de plus en plus complexes, particulièrement en matière de logement d'urgence : il s'agira, notamment, de favoriser la sortie de ceux qui y sont hébergés par une production de logements adaptés aux besoins (exemples : PLA à loyer minoré et PLA d'intégration),
- le souci d'améliorer la définition et l'évaluation de l'accompagnement social lié au logement,
- la volonté de renforcer les actions préventives pour éviter les expulsions locatives,
- la volonté de soutenir les dispositifs d'accueil et d'orientation des ménages, notamment les comités locaux pour le logement autonome des jeunes et les permanences d'accueil associatives,
- le souci d'articulation des différents dispositifs du plan avec la conférence d'agglomération de l'habitat qui a pour objectif de traduire la solidarité au plan intercommunal, en élaborant les orientations communes nécessaires à une démarche partenariale efficace.

Les engagements financiers des acteurs du plan sont estimés pour l'année 1998 à 76,8 MF :

Libellé	total (en MF)			dont (en MF)				
	fonctionnement	investissement	total	Etat	Conseil général	FSL	Communauté urbaine (***)	autres
connaissance de la demande et des besoins des ménages	6,5	0	6,5	1,9	0	0	2,5	2,1
accueil suivi et aide aux ménages défavorisés	23,8	0	23,8	0,5	0,6	21,9	0,1	0,7
développement, maintien et mobilisation d'une offre adaptée (*)	11,5	34,6	46,1	11,5 (*)	10,1	0,5	17,1	6,9 (*)
traitement du saturnisme et de l'insalubrité	0,4	0	0,4	0,2	0	0	0,1	0,1
total	42,2	34,6	76,8	14,1 (*)	10,7	22,4	19,8	9,8

(*) hors budget Etat : PLA d'intégration, PLA à loyer minoré et résidences sociales (enveloppe départementale non connue à ce jour),

(**) dont 6 MF ANAH),

(***) charge nette.

Comme l'indique ce tableau la contribution de la Communauté urbaine à ce plan, soit 19,8 MF, ressortira principalement de ses compétences :

- le développement d'opérations d'habitat adapté (relogements urgents) :

- * aide à la création de PLA à loyer modéré et de PLA d'intégration,
- * relogements d'urgence,
- * décontamination des logements contenant de la peinture au plomb,

- une meilleure efficacité des dispositifs d'action en faveur du logement des populations défavorisées, à travers des outils de connaissance partagée et d'action partenariale :

* observatoires de la demande de logement social, observatoires des flux, observatoires de la demande non localisée, points d'appui essentiels des conférences communales du logement,

* participation à la création d'une agence locative à vocation sociale, ayant pour objet de faciliter l'accès au logement locatif privé des ménages modestes.

Les dépenses prévues par la Communauté urbaine correspondent à des crédits ouverts au budget principal de 1998 et prévus dans la programmation pluriannuelle.

La contractualisation de ce plan triennal est proposée avec un dispositif de mise en oeuvre et de suivi qui comprend :

- un comité de pilotage, coprésidé par le préfet du département du Rhône et le président du Conseil général. Il comprend également le président de la Communauté urbaine et l'ensemble des partenaires signataires du plan ;

- un comité technique du plan qui comprend les techniciens de l'Etat (DDASS, DDE, SIAL), du Conseil général, de la Communauté urbaine, de la Caisse des dépôts et consignations, de la caisse d'allocations familiales de Lyon, de l'Association des bailleurs constructeurs d'HLM, du fonds d'action sociale, des collecteurs du 1 % logement, de la FONDA et de la Confédération nationale des administrateurs de biens ;

B - Propose d'accepter la mise en oeuvre des actions retenues dans le projet du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées pour ce qui concerne la compétence de la Communauté urbaine et de l'autoriser à signer ce plan avec l'Etat et le Conseil général ;

Vu le présent dossier ;

Vu la loi n° 90-449, dite loi Besson, en date du 31 mai 1990 ;

Vu le plan provisoire signé le 17 avril 1991 ;

Vu le deuxième plan départemental signé en 1993 ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte la mise en oeuvre des actions retenues dans le projet du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées pour ce qui concerne la compétence de la Communauté urbaine.

2° - Autorise monsieur le président à signer ce plan avec l'Etat et le Conseil général.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,